LEGISLATION - WETGEVING
L.
6 JUIN 1952
Transmis à M. - 1 - Bureau
Overgemaakt aan de coordination

MTL.

L.2493/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 13 november 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à l'administration, en temps de guerre, des sociétés civiles commerciales ou à forme commerciale", a donné en sa séance du 24 mars 1952 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e November 1951 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het beheer in oorlogstijd van burgerlijke handelsvennootschappen of vennootschappen in handelsvorm", heeft ter zitting van 24 Maart 1952 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet de pourvoir par des moyens exceptionnels à la gestion des sociétés belges en temps de guerre. Les mesures prévues à cette fin par le projet ne pourront sortir leurs effets que dans le temps de guerre tel qu'il est défini par la loi.

Le projet contient quatre ordres de dispositions :

1° celles qui sont destinées à assurer la suppléance ou le fonctionnement des organes légaux et statutaires de la société;

2° celles qui sont relatives aux décisions qui peuvent être prises dès le temps de paix, en vue du temps de guerre, par les personnes chargées de l'administration de la société;

3° celles qui permettent au Roi de pallier les inconvénients résultant de la carence des organes statutaires;

4° des dispositions pénales.

\+

\+ +

Au cours de la dernière guerre, la matière était réglée par un arrêté-loi du 19 février 1942 dont les effets devaient prendre fin au plus tard le jour de la remise de l'armée sur pied de paix.

Le projet actuel présente avec cet arrêté-loi des différences dont les principales sont les suivantes:

1° Le projet permet aux personnes chargées de l'administration de la société de prendre certaines mesures dès le temps de paix, tandis que l'arrêté-loi du 19 février 1942, pris alors que la Belgique se trouvait déjà en "temps de guerre", ne pouvait en prévoir de semblables. Ces mesures (fixation du siège social à l'étranger, désignation de délégués appelés à gérer les biens situés à l'étranger au cas où les organes statutaires en seraient empêchés) se distinguent, tout d'abord, par leur caractère occulte et, ensuite, par le fait qu'elles sont l'apanage exclusif, ou peu s'en faut, des personnes chargées de l'administration.

En effet, aucune publicité de ces mesures n'est envisagée avant l'existence du temps de guerre. Bien qu'appelées à demeurer secrètes, elles sont valables tant vis-à-vis de l'assemblée générale que vis-à-vis des tiers. D'autre part, elles sont appelées à sortir leurs effets nonobstant toute décision contraire que pourrait prendre ou avoir pris l'assemblée générale.

Le Conseil d'Etat constate que, sur ces points, le projet déroge aux principes de la souveraineté de l'assemblée générale et de l'inopposabilité aux tiers de décisions non publiées dans les formes prescrites par la loi.

2° Les personnes étrangères ou non à l'administration de la société et auxquelles les administrateurs

.../...

peuvent déléguer certains pouvoirs ne pouvaient, sous l'empire de l'arrêté-loi du 19 février 1942, se voir attribuer que des pouvoirs d'administration, ainsi qu'il résulte des articles 9 et 10 de cet arrêté-loi.

Dans le système du projet, l'étendue des délégations est laissée à la discrétion absolue des administrateurs; l'assemblée générale ignore les mesures prises par eux et ne pourrait d'ailleurs prendre aucune décision contraire valable.

D'après les explications du Gouvernement, le caractère occulte de ces décisions et le monopole d'autorité confié aux administrateurs se justifient par le danger que peut présenter toute publicité en temps de paix, tant pour l'intérêt général que pour l'intérêt de la société et celui des personnes déléguées dans de telles conditions. Ce caractère secret ne peut être garanti que si les décisions sont prises par les organes chargés de l'administration. Ainsi s'expliquent les restrictions apportées aux droits de l'assemblée générale.

.../...

Si celle-ci nourrissait des craintes quant à l'usage que les administrateurs feraient des pouvoirs que le projet leur confie, elle serait libre d'en nommer d'autres dont les décisions auront nécessairement pour effet de rapporter toute décision antérieure contraire.

D'autre part, le Gouvernement garde la haute main sur l'exécution des mesures prises en application de la loi. En effet, si les circonstances pour lesquelles les mesures ont été prises par les administrateurs se réalisent, l'intervention du Roi est requise : celui-ci atteste la régularité des pouvoirs des personnes qui prétendent les exercer et il peut retirer cette attestation à tout moment.

\+

\+ \+

Le projet vise non seulement les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale, mais encore les sociétés civiles n'ayant pas adopté la forme commerciale et qui, par conséquent, sont dénuées de personnalité juridique.

Il résulte des renseignements fournis par le Gouvernement que le projet ne vise ni les associations en participation ni les associations momentanées; il ne concernerait en dehors des sociétés commerciales et à forme commerciale, que quelques sociétés s'occupant de la gestion d'immeubles situés en Belgique.

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il serait contraire à l'économie de la législation sur les sociétés, que la loi avantage des sociétés civiles dépourvues de personnalité juridique alors qu'elles pourraient aisément acquérir celle-ci si elles acceptaient les obligations qui en découlent.

\+

\+ +

Il n'est pas conforme aux usages de la législation belge de donner au début d'une loi la définition d'expressions qui y sont employées. Ce système crée l'impression, inexacte en l'espèce, qu'il est fait appel à certaines notions en leur donnant un sens dérogatoire au droit commun. Le Conseil d'Etat est d'avis que seules doivent être précisées les notions dont le sens en droit commun n'est pas établi ou prête à controverse.

Au surplus, les définitions du projet appellent les remarques suivantes :

1° Le terme "société" est suffisamment précisé par l'intitulé du projet.

2° La notion de "représentant" est définie par sa simple paraphrase. Cette notion est d'ailleurs à ce point vague, qu'à plusieurs reprises le projet n'y fait pas appel et préfère énumérer

.../...

les personnes que le terme vise. Le Conseil d'Etat estime que l'emploi de l'expression "les personnes chargées de l'administration de la société" précise suffisamment l'idée que le Gouvernement veut exprimer.

3° Il est inutile de définir le terme "biens", puisque le projet ne déroge pas au droit commun;

4° Selon le projet, le "temps de guerre" commence notamment au moment où "la mobilisation de l'armée est décrétée soit partiellement, soit totalement".

Dans la conception du droit public belge, la notion de mobilisation est indissolublement liée à la notion de péril extérieur. Selon l'interprétation qui a prévalu jusqu'à ce jour, il est procédé à la mobilisation ou il n'y est pas procédé, mais il ne peut y être procédé partiellement. Ce qui peut être total ou partiel, ce n'est pas la mobilisation elle-même, mais le rappel des militaires en congé illimité que cette mobilisation comporte généralement, quoique non essentiellement. D'autre part, le Gouvernement peut, en vertu de l'article 68, 2°, de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, prescrire, lorsque les circonstances l'exigent, des rappels d'urgence sans que la mobilisation soit décrétée.

Le Conseil d'Etat propose donc de modifier la rédaction de la disposition, compte tenu de cette considération.

.../...

Le projet envisage également l'existence d'un temps de guerre sans mobilisation de l'armée. Il conviendrait, en ce cas, de prévoir comment ce temps de guerre prendra fin.

D'autre part, le terme "agression" n'est pas employé avec le même sens que dans l'article 39 de la Charte des Nations-Unies. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il faut éviter d'employer un mot dont la signification en droit international est précise, en lui donnant une signification différente en droit interne.

5° L'expression "territoire ennemi" se rapporte, selon la définition de l'article 1er, à deux catégories de territoires, à savoir :

d'une part, les territoires soumis, de jure ou de facto, au contrôle direct de l'ennemi;

d'autre part, les territoires qui sont soumis indirectement à son contrôle.

Le Conseil d'Etat estime que l'expression "territoire ennemi" ne peut se rapporter qu'aux premiers, les autres ne leur étant qu'assimilés pour l'application de la loi.

.../...

6° L'emploi de l'expression "agent diplomatique" avec le sens qui lui est donné à l'article 1er, 6°, est dérogatoire au droit commun. En effet, d'une part, le projet restreint l'expression aux chefs de poste, mais il l'étend, d'autre part, à des agents consulaires.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat estime contraire à l'économie générale du projet de ne pas comminer les nullités prévues à l'article 4, alinéa 3, du projet contre les décisions, prises en application de l'article 3, qui transféreraient le siège social en territoire ennemi.

\+

\+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose certaines modifications de forme et de présentation reprises au texte figurant ci-après :

.../...

PROJET DE LOI RELATIF A L'ADMINISTRATION EN TEMPS DE GUERRE, DES SOCIETES COMMERCIALES OU A FORME COMMERCIALE.

Préambule : ... (comme au projet du Gouvernement) ...

Article 1er.-

En temps de guerre, lorsque l'assemblée générale d'une société belge commerciale ou à forme commerciale ne peut être convoquée ou tenue régulièrement, il est fait application des dispositions qui suivent :

1° Les administrateurs, gérants ou liquidateurs, agissant de la manière prévue par la loi ou les statuts, exercent d'office tous les pouvoirs de l'assemblée générale. Ils répondent devant celle-ci des actes accomplis par eux dans l'exercice de ce pouvoir. Ce pouvoir ne comprend pas celui de modifier les statuts, sauf quant au transfert du siège social comme il est dit à l'article 4 ci-après.

2° Les mandats des personnes chargées de l'administration ou de la surveillance, venus à expiration, sont prorogés de plein droit jusqu'à ce que l'impossibilité prévue au 1° ait pris fin.

Article 2.-

En temps de guerre, il peut être dérogé aux dispositions statutaires ou légales relatives à la convocation, et au quorum de présences de tout organe de la société constitué en collège.

.../...

Article 3.-

En temps de guerre et jusqu'à trois mois après la fin de celui-ci, la durée de la société arrivée à l'expiration de son terme est prorogée de plein droit jusqu'à l'expiration du sixième mois qui suit la fin du temps de guerre.

Si, antérieurement à l'expiration de ce sixième mois, l'assemblée décide la prorogation du terme social, ce nouveau terme prend cours sans qu'il oit tenu compte de la prorogation de plein droit prévue à l'alinéa 1er. L'assiette des droits dus à l'occasion de cette prorogation est, en ce cas, évaluée à la date de la décision de l'assemblée générale, de la manière prévue à l'article 119 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Article 4.-

Les personnes chargées de l'administration de la société peuvent en tout temps décider qu'en temps de guerre le siège social sera transféré en tout autre endroit que celui fixé dans l'acte social, même à l'étranger, par une décision qui ne devra pas revêtir la forme authentique et qui pourra demeurer secrète même à l'égard de l'assemblée générale. Cette décision pourra ne pas être publiée dans le délai prévu à l'article 10 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935. Des sièges sociaux subsidiaires peuvent être désignés pour le cas de nécessité.

Nonobstant ce transfert, la société demeure soumise aux lois belges.

.../...

Cette décision sort ses effets nonobstant toute décision contraire de l'assemblée générale prise à quelque majorité que ce soit.

Article 5.-

En tout temps, les personnes chargées de l'administration de la société peuvent décider de la délégation, à une ou plusieurs personnes choisies ou non parmi elles, de tout ou partie des pouvoirs qu'elles tiennent de la loi ou des statuts, pour le cas où, en temps de guerre, elles seraient dans l'impossibilité de les exercer. Lorsqu'une telle décision a été prise avant l'entrée en vigueur de la présente loi, elle est susceptible de sortir ses effets.

Toute décision prise en application de l'alinéa 1er peut demeurer secrète même à l'égard de l'assemblée générale. Elle sort ses effets nonobstant toute décision contraire de l'assemblée générale prise à quelque majorité que ce soit.

Article 6.-

Sont nulles de plein droit, les décisions transférant le siège social en territoire ennemi ainsi que les délégations consenties par une décision prise en territoire ennemi ou à des personnes résidant en territoire ennemi.

Les délégations valablement consenties cesseront de plein droit leurs effets dès l'instant où les personnes auxquelles elles auraient été consenties viendraient à se trouver en territoire ennemi.

.../...

Est également nulle de plein droit toute décision prise en territoire ennemi et révoquant une délégation valablement consentie.

Article 7.-

Les décisions prises en territoire ennemi relativement aux personnes attachées à la société ou aux biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, sans limitation ni réserve, lorsque ceux-ci se trouvent en territoire non ennemi, sont nulles de plein droit.

Les pouvoirs d'agir au nom de la société, même à l'égard des personnes et des biens se trouvant en territoire ennemi, accordés directement ou indirectement par l'ennemi, sont nuls de plein droit.

Article 8.-

Si, au moment où les décisions prises en vertu des articles 4 et 5 doivent recevoir application, il est impossible de les publier aux annexes du Moniteur belge ou au registre du commerce, ou sous toute autre forme quelconque prescrite par la loi ou les statuts, ces décisions sont néanmoins opposables aux tiers.

Le Roi peut prendre toutes mesures en vue d' assurer leur publication sous une autre forme ainsi que la publication et le dépôt de tous actes ou extraits d'actes visant des biens situés en territoire non ennemi ou de tous actes ou documents quelconques intéressant la société, lorsque cette publication et ce dépôt ne peuvent être faits de la manière prévue par la loi ou les statuts.

.../...

Article 9.-

§ 1er. Lorsque les personnes chargées de l'administration de la société n'ont pas usé de la faculté de déléguer tout ou partie de leur pouvoir comme il est prévu à l'article 5, ou si cette délégation ne peut sortir ses effets et lorsque la société possède des biens en territoire non ennemi, mais n'y est pas représentée par le nombre minimum d'administrateurs exigé par la loi, le Roi peut nommer des administrateurs de complément aux fins d'atteindre ce nombre minimum.

Ces administrateurs ont les mêmes droits et les mêmes obligations que les personnes qu'ils suppléent; ils ne peuvent toutefois révoquer un mandataire de la société régulièrement nommé par l'organe statutairement compétent.

Ils peuvent être révoqués par le Roi. Celui-ci détermine la date de leur entrée en fonctions et, éventuellement, le cautionnement qu'ils ont à effectuer.

§ 2. Dans le cas prévu au § 1er, lorsque la société n'est représentée en territoire non ennemi par personne, le Roi peut nommer des commissaires gérants jusqu'à concurrence du nombre minimum fixé par la loi. Il détermine l'étendue de leurs pouvoirs et de leur responsabilité.

Ces commissaires gérants peuvent être révoqués par le Roi. Celui-ci détermine la date de leur entrée en fonctions et fixe leur rémunération.

.../...

§ 3. La mission des administrateurs de complément visés au § 1er et des commissaires gérants visés au § 2 prend fin lorsqu'une ou plusieurs personnes chargées de l'administration de la société et résidant en territoire non ennemi sont en état de les remplacer.

Article 10.-

Le Roi atteste, dans les formes qu'il détermine, la qualité des personnes chargées de l'administration ou de la surveillance des sociétés, des délégués désignés par application de l'article 5 ainsi que des administrateurs de complément et des commissaires gérants nommés par lui par application de l'article 9. Il apprécie si les pouvoirs qu'ils prétendent exercer leur ont été régulièrement conférés et s'ils sont en état de les exercer de la manière prescrite par la présente loi.

L'attestation délivrée par le Roi peut être retirée par lui à tout moment.

Article 11.-

Le Roi peut déléguer les pouvoirs qui lui sont dévolus par la présente loi au Gouverneur général du Congo belge et aux agents diplomatiques et consulaires belges en pays étranger. Il peut charger ces derniers d'assurer l'exécution des mesures prises par lui en application de la présente loi ou désigner à cette fin des commissaires d'Etat.

.../...

Article 12.-

Seront punies d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 à 5.000 francs ou d'une de ces peines seulement, les personnes chargées de l'administration ou de la surveillance d'une société qui auront fait parvenir ou tenté de faire parvenir en territoire ennemi, tous documents ou renseignements généralement quelconques, relatifs à l'activité de la société en territoire non ennemi.

Article 13.-

Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 500 à 5.000 francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura sciemment usé de la qualité de mandataire, administrateur ou commissaire gérant d'une société, nonobstant le refus ou le retrait de l'attestation prévue à l'article 10, la révocation de la décision qui l'a nommé ou la caducité des pouvoirs qui lui ont été conférés.

Article 14.-

Toutes les dispositions du livre premier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

.../...

Article 15.-

Pour l'application de la présente loi :

1° le temps de guerre commence soit au jour de la mobilisation de l'armée, que celle-ci comporte ou non le rappel de tout ou partie des militaires en congé illimité, soit d'office lorsque la force est employée contre le territoire national. Il prend fin au jour fixé par le Roi pour la remise de l'armée sur pied de paix ou, si la mobilisation n'a pu être décrétée, au jour de la libération totale du territoire tel qu'il est déterminé par le Roi;

2° le territoire ennemi comprend le territoire métropolitain des pays en état de guerre avec la Belgique ainsi que les territoires non autonomes soumis à leur autorité, hormis ceux occupés par la Belgique ou ses alliés. Sont assimilés au territoire ennemi les territoires belges ou étrangers occupés par l'ennemi. Le Roi peut également assimiler au territoire ennemi tout territoire dont l'ennemi contrôle les relations extérieures à raison de circonstances géographiques, économiques ou politiques.

Het ontwerp van wet dat voor advies aan de Raad van State is voorgelegd, heeft tot doel door uitzonderingsmiddelen te voorzien in het beheer der Belgische vennootschappen in oorlogstijd. De daartoe door het ontwerp voorgenomen maatregelen zullen alleen in oorlogstijd, zoals die bij de wet is omschreven, uitwerking kunnen hebben.

Het ontwerp behelst vier soorten van bepalingen :

1° die welke moeten dienen om te voorzien in de vervanging en de werking van de wettelijke en statutaire organen der vennootschap;

2° die welke betrekking hebben op de beslissingen die reeds in vredestijd met het oog op de oorlogstijd kunnen genomen worden door degenen die met het beheer van de vennootschap zijn belast;

3° die welke de Koning in staat stellen, de bezwaren die aan het in gebreke blijven van de statutaire organen zijn verbonden te verhelpen;

4° strafbepalingen.

\+

\+ \+

Tijdens de jongste oorlog was de aangelegenheid geregeld bij een besluitwet van 19 Februari 1942, waarvan de uitwerking ten laatste de dag waarop het leger terug op vredesvoet werd gebracht een einde moest nemen.

.../...

Het onderhavige ontwerp verschilt in menig opzicht van die besluitwet, voornamelijk hierin :

1° Het ontwerp geeft de met het beheer der vennootschap belaste personen gelegenheid om reeds in vredestijd sommige maatregelen te nemen, terwijl de besluitwet van 19 Februari 1942, genomen toen België reeds "in oorlogstijd" verkeerde, zodanige maatregelen niet kon voorzien. Die maatregelen (vestiging van de maatschappelijke zetel in het buitenland, aanwijzing van gemachtigden die de in het buitenland gelegen goederen zullen beheren ingeval de statutaire organen zouden verhinderd zijn zulks te doen) onderscheiden zich vooreerst door hun occult karakter en vervolgens hierdoor, dat zij, op weinig na ten minste, het uitsluitend voorrecht zijn van de met het beheer belaste personen.

Enige openbaarheid van die maatregelen immers vóór het bestaan van de oorlogstijd wordt niet overwogen. Ofschoon bestemd om geheim te blijven, zijn zij geldig zowel tegenover de algemene vergadering als tegenover derden. Voorts zullen zij uitwerking hebben ondanks elke strijdige beslissing die de algemene vergadering mocht nemen of genomen hebben.

De Raad van State stelt vast dat het ontwerp in die opzichten afwijkt van het beginsel dat de algemene vergadering souverein is, en van het beginsel dat beslissingen die niet in de bij de wet voorgeschreven vormen zijn bekendgemaakt, niet tegen derden kunnen worden ingeroepen.

2° Aan de al dan niet buiten het beheer van de vennootschap staande personen, aan wie de beheerders sommige bevoegdheden kunnen delegeren, konden onder de gelding van de besluitwet van 19 Februari 1942 alleen bevoegdheden van beheer worden toegekend, zoals blijkt uit de artikelen 9 en 10 van die besluitwet.

.../...

Volgens de regeling van het ontwerp blijft de omvang van de delegatie geheel ter beoordeling van de beheerders; de algemene vergadering is niet op de hoogte van de door hen genomen maatregelen en zou overigens geen geldige strijdige beslissing vermogen te nemen.

Volgens de uitleg van de Regering zijn het occult karakter van die beslissingen en het gezagsmonopolie dat aan de beheerders wordt toegekend, gewettigd door het gevaar, dat aan de openbaarheid in vredestijd kan verbonden zijn zowel voor het algemeen belang als voor het belang van de vennootschap en van de in zodanige omstandigheden gemachtigde personen. Dit geheime karakter kan slechts worden gewaarborgd wanneer de beslissingen worden genomen door de met het beheer belaste organen. Aldus zijn de beperkingen van de rechten der algemene vergadering te verklaren.

Mocht de algemene vergadering vrees koesteren aangaande het gebruik dat de beheerders van de hun door het ontwerp toegekende bevoegdheden zouden maken, dan staat het haar altijd vrij er nieuwe te benoemen, wier beslissingen noodzakelijk tot gevolg zullen hebben dat alle voordien genomen strijdige beslissingen worden ingetrokken.

Anderzijds blijft de uitvoering van de maatregelen die ter uitvoering van de wet worden genomen, in laatste instantie in handen van de Regering. Wanneer immers de omstandigheden, met het oog waarop de maatregelen door de beheerders zijn genomen, zich werkelijk gaan voordoen, is het optreden van de Koning vereist : hij attesteert de regelmatigheid van de machten der personen die aanspraak maken op de uitoefening daarvan en kan die attestatie te allen tijde intrekken.

\+

\+ \+

.../...

Het ontwerp betreft niet alleen de handelsvennootschappen en de burgerlijke vennootschappen in handelsvorm, maar ook de burgerlijke vennootschappen die niet de handelsvorm hebben aangenomen en die derhalve geen rechtspersoonlijkheid bezitten.

Uit de toelichting die door de Regering is gegeven, blijkt dat het ontwerp niet slaat op de verenigingen in deelneming noch op de tijdelijke verenigingen; behalve op de handelsvennootschappen en de vennootschappen in handelsvorm zou het alleen betrekking hebben op een aantal vennootschappen die zich met het beheer van in België gelegen onroerende goederen bezighouden.

De Raad van State is van advies dat het met de economie van de wetgeving op de vennootschappen in strijd zou zijn, dat de wet de burgerlijke vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid zou bevoordelen, terwijl die vennootschappen toch gemakkelijk de rechtspersoonlijkheid zouden kunnen verkrijgen indien zij de daaraan verbonden verplichtingen wilden aanvaarden.

\+

\+ \+

Het strookt niet met het gebruik in de Belgische wetgeving, in het begin van een wet definities te geven van de daarin gebruikte uitdrukkingen. Deze werkwijze geeft in dit geval de verkeerde indruk, dat een beroep wordt gedaan op begrippen die een van het gemeen recht afwijkende betekenis krijgen. De Raad van State adviseert, alleen omschrijvingen te geven van die begrippen, waarvan de gemeenrechtelijke betekenis niet vaststaat of tot betwisting aanleiding kan geven.

.../...

Overigens zijn aangaande de definities van het ontwerp de volgende opmerkingen te maken :

1° De term "vennootschap" is in de titel van het ontwerp voldoende duidelijk gedefinieerd.

2° Van het begrip "vertegenwoordiger" wordt gewoon een parafrase gegeven. Dit begrip is overigens dermate vaag, dat het ontwerp er bij herhaling geen gebruik van maakt en liever een opsomming geeft van de door de term bedoelde personen. De Raad van State is van mening dat de uitdrukking "de met het beheer der vennootschap belaste personen" duidelijk genoeg zegt wat de Regering ter zake voorheeft.

3° Het is overbodig de term "goederen" te definiëren aangezien het ontwerp ten deze niet van het gemeen recht afwijkt .

4° Volgens het ontwerp begint de "oorlogstijd" onder meer op het tijdstip waarop "de mobilisatie van het leger hetzij gedeeltelijk, hetzij geheel verordend wordt".

Volgens het Belgische publiekrecht is het begrip mobilisatie onafscheidbaar verbonden met het begrip buitenlands gevaar. Tot op heden gold de interpretatie dat men mobiliseert of dat men niet mobiliseert, maar dat geen gedeeltelijke mobilisatie kan plaats vinden. Niet de mobilisatie zelf kan geheel of gedeeltelijk zijn, maar de wederoproeping van de militairen met onbepaald verlof welke over het algemeen, ofschoon niet uiteraard, het gevolg van die mobilisatie is. Anderzijds kan de Regering krachtens artikel 68, 2°, van de dienstplichtwet van 15 Juni 1951, wanneer de omstandigheden zulks vereisen, spoedwederoproepingen voorschrijven zonder dat de mobilisatie wordt afgekondigd.

.../...

De Raad van State stelt dus voor, de tekst van de bepaling met inachtneming van die bedenking te wijzigen.

Het ontwerp overweegt eveneens het bestaan van een oorlogstijd zonder dat het leger wordt gemobiliseerd. In zodanig geval dient te worden bepaald, hoe die oorlogstijd een einde zal nemen.

Voorts is de term "aanval" niet in dezelfde betekenis gebruikt als in artikel 39 van het Handvest der Verenigde Naties. De Raad van State is van advies dat moet vermeden worden, een woord dat in het volkenrecht een vaste betekenis heeft, een andere betekenis te geven in het nationaal recht.

5° De uitdrukking "vijandelijk grondgebied" slaat volgens de definitie van artikel 1 op twee categorieën van gebieden, te weten enerzijds de gebieden die in rechte of in feite rechtstreeks aan de contrôle van de vijand zijn onderworpen, anderzijds de gebieden die zijdelings onder zijn contrôle staan.

De Raad van State is van mening dat de uitdrukking "vijandelijk grondgebied" alleen op de eerste categorie betrekking kan hebben; de andere categorie is daarmede alleen voor de toepassing van de wet gelijkgesteld.

.../...

6° Het gebruik van de term "diplomatiek ambtenaar" in de zin van artikel 1, 6°, wijkt af van het gemeen recht. Enerzijds immers beperkt het ontwerp het begrip tot de hoofden van een post, anderzijds echter wil het er ook de consulaire ambtenaren onder begrijpen.

De Raad van State stelt een tekst voor die aan de bedoeling van de Regering beantwoordt.

\+

\+ \+

De Raad van State acht het strijdig met de algemene economie van het ontwerp, de straf van nietigheid zoals bedoeld in artikel 4, derde lid, van het ontwerp, niet te stellen op de bij toepassing van artikel 3 genomen beslissingen die de maatschappelijke zetel naar vijandelijk grondgebied zouden overbrengen.

\+

\+ \+

Bovendien stelt de Raad van State enige wijzigingen betreffende vorm en inkleding voor; zij zijn opgenomen in de hierna volgende tekst ;

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET BEHEER IN OORLOGSTIJD VAN HANDELSVENNOOTSCHAPPEN OF VENNOOTSCHAPPEN IN HANDELSVORM.

Inleiding : ... (zoals in het ontwerp van de Regering) ...

Artikel 1.-

Wanneer, in oorlogstijd, de algemene vergadering van een Belgische handelsvennootschap of vennootschap in handelsvorm niet regelmatig kan bijeengeroepen of gehouden worden, vinden de volgende bepalingen toepassing :

1° De beheerders, zaakvoerders of vereffenaars, handelend zoals bij de wet of de statuten is bepaald, oefenen van ambtswege alle bevoegdheden van de algemene vergadering uit. Zij leggen tegenover deze laatste verantwoording af van de daden door hen in de uitoefening van die bevoegdheid verricht. Tot die bevoegdheid behoort niet het wijzigen van de statuten, behalve wat betreft het overbrengen van de maatschappelijke zetel, zoals in artikel 4 hieronder is gezegd.

2° De mandaten van de met het beheer of het toezicht belaste personen, welke komen te verstrijken, worden van rechtswege verlengd totdat aan de onder 1° bedoelde onmogelijkheid een einde is gekomen.

Artikel 2.-

In oorlogstijd kan afgeweken worden van de bepalingen van de statuten of de wet, welke betrekking hebben op de bijeenroeping of op het aanwezigheidsquorum van enig orgaan van de vennootschap dat als college is gesteld.

.../...

Artikel 3.-

In oorlogstijd en tot drie maanden na het einde daarvan wordt de bestaansduur van de vennootschap waarvan de termijn komt te verstrijken, van rechtswege verlengd tot het verstrijken van de zesde maand volgend op het einde van de oorlogstijd.

Indien de algemene vergadering vóór het verstrijken van die zesde maand beslist, de maatschappelijke bestaansduur met een nieuwe termijn te verlengen, gaat die termijn in zonder inachtneming van de in het eerste lid bedoelde verlenging van rechtswege. De grondslag van de rechten die naar aanleiding van die verlenging verschuldigd zijn, wordt in zodanig geval geschat op de datum van de beslissing der algemene vergadering, op de wijze bepaald in artikel 119 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Artikel 4.-

De met het beheer der vennootschap belaste personen kunnen te allen tijde beslissen dat de maatschappelijke zetel in oorlogstijd naar enige andere plaats dan die welke in de vennootschapsakte is bepaald, zelfs naar het buitenland, zal worden overgebracht; deze beslissing hoeft niet in de authentieke vorm te zijn opgesteld en mag zelfs ten aanzien van de algemene vergadering geheim blijven. Zij moet niet noodzakelijk worden bekendgemaakt binnen de termijn bepaald in artikel 10 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 30 November 1935. Met het oog op noodgevallen kunnen bijkomende maatschappelijke zetels worden aangeduid

.../...

Ondanks die overbrenging blijven op de vennootschap de Belgische wetten van toepassing.

Bedoelde beslissing heeft uitwerking niettegenstaande elke strijdige beslissing, door de algemene vergadering met eender welke meerderheid van stemmen genomen.

Artikel 5.-

De met het beheer der vennootschap belaste personen kunnen te allen tijde beslissen aan een of meer personen, al dan niet in hun midden gekozen, de bevoegdheid die hun krachtens de wet of de statuten toekomt geheel of gedeeltelijk te delegeren, voor het geval dat het hun in oorlogstijd onmogelijk zou zijn die bevoegdheid zelf uit te oefenen. Wanneer zodanige beslissing vóór de inwerkingtreding van deze wet is genomen, kan zij uitwerking hebben.

Iedere beslissing bij toepassing van het eerste lid genomen, mag geheim blijven zelfs ten aanzien van de algemene vergadering. Zij heeft uitwerking niettegenstaande elke strijdige beslissing, door de algemene vergadering met eender welke meerderheid van stemmen genomen.

Artikel 6.-

Van rechtswege nietig zijn de beslissingen waarbij de maatschappelijke zetel naar vijandelijk grondgebied wordt overgebracht, evenals de delegaties verleend door een op vijandelijk grondgebied genomen beslissing of aan personen die in vijandelijk grondgebied verblijven.

.../...

De geldig verleende delegaties houden van rechtswege op uitwerking te hebben zodra de personen aan wie zij zouden verleend zijn, zich op vijandelijk grondgebied mochten bevinden.

Van rechtswege nietig is eveneens elke op vijandelijk grondgebied genomen beslissing waarbij een geldig verleende delegatie wordt herroepen.

Artikel 7.-

De op vijandelijk grondgebied genomen beslissingen inzake de aan de vennootschap verbonden personen of inzake de roerende of onroerende goederen, zo lichamelijke als onlichamelijke, zonder beperking noch voorbehoud, wanneer deze zich op niet vijandelijk grondgebied bevinden, zijn van rechtswege nietig.

De al dan niet rechtstreeks door de vijand toegekende bevoegdheden om namens de vennootschap op te treden, zelfs ten aanzien van de personen en goederen die zich op vijandelijk grondgebied bevinden, zijn van rechtswege nietig.

Artikel 8.-

Indien het op het tijdstip, waarop de krachtens de artikelen 4 en 5 genomen beslissingen toepassing moeten vinden, onmogelijk is deze in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad of in het handelsregister of in enige andere, door de wet of de statuten voorgeschreven vorm, bekend te maken, kunnen zij niettemin tegen derden worden ingeroepen.

.../...

De Koning kan alle maatregelen nemen ten einde te voorzien in de bekendmaking daarvan in een andere vorm alsook in de bekendmaking en neerlegging van alle akten of uittreksels van akten die betrekking hebben op de in niet vijandelijk grondgebied gelegen goederen dan wel van enigerlei akten of bescheiden die de vennootschap aangaan, wanneer die bekendmaking en die neerlegging niet kunnen plaats hebben op de wijze door de wet of de statuten bepaald.

Artikel 9.-

§ 1. Wanneer de met het beheer der vennootschap belaste personen geen gebruik hebben gemaakt van de mogelijkheid om zoals in artikel 5 is bepaald hun bevoegdheid geheel of gedeeltelijk te delegeren, of indien deze delegatie geen uitwerking kan hebben en wanneer de vennootschap op niet vijandelijk grondgebied goederen bezit maar er niet door het wettelijk vereiste minimumaantal beheerders vertegenwoordigd is, kan de Koning bijgevoegde beheerders benoemen om tot dat minimumgetal te komen.

Die beheerders hebben dezelfde rechten en verplichtingen als de personen die zij vervangen; echter kunnen zij een lasthebber van de vennootschap, die door het statutair bevoegde orgaan regelmatig benoemd is, niet afzetten.

Zij kunnen door de Koning worden afgezet. Deze bepaalt op welke datum zij in dienst treden en, bij voorkomend geval, welke borgtocht zij moeten stellen.

.../...

§ 2. In het onder § 1 bedoelde geval, wanneer niemand de vennootschap op niet vijandelijk grondgebied vertegenwoordigt, kan de Koning commissarissen-zaakvoerders benoemen tot het minimumgetal dat door de wet is vastgesteld. Hij bepaalt de omvang van hun bevoegdheid en van hun aansprakelijkheid.

De commissarissen-zaakvoerders kunnen door de Koning worden afgezet. Deze bepaalt op welke datum zij in dienst treden en welke bezoldiging zij ontvangen.

§ 3. De taak van de in § 1 bedoelde bijgevoegde beheerders en van de in § 2 bedoelde commissarissen-zaakvoerders neemt een einde wanneer een of meer met het beheer der vennootschap belaste personen, die op niet vijandelijk grondgebied verblijven, in staat zijn hen te vervangen.

Artikel 10.-

De Koning attesteert, in de door hem bepaalde vormen, de hoedanigheid van de personen die met het beheer van of het toezicht op de vennootschap zijn belast, van de bij toepassing van artikel 5 aangewezen gemachtigden en van de door hem bij toepassing van artikel 9 benoemde bijgevoegde beheerders en commissarissen-zaakvoerders. Hij oordeelt of de bevoegdheid, op de uitoefening waarvan zij aanspraak maken, hun regelmatig is toegekend en of zij in staat zijn ze op de bij deze wet voorgeschreven wijze uit te oefenen.

De Koning kan de door hem afgegeven attestatie te allen tijde intrekken.

.../...

Artikel 11.-

De Koning kan de machten die hem krachtens deze wet toekomen, delegeren aan de Gouverneur-generaal van Belgisch-Congo en aan de Belgische diplomatieke en consulaire ambtenaren in het buitenland. Deze laatsten kan hij belasten met de uitvoering van de maatregelen die hij bij toepassing van deze wet heeft genomen; of wel kan hij te dien einde Rijkscommissarissen benoemen.

Artikel 12.-

Met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van 500 tot 5.000 frank of met een van die straffen alleen, worden gestraft de met het beheer van of het toezicht op een vennootschap belaste personen, die enigerlei document of enigerlei inlichting met betrekking tot de werkzaamheid van de vennootschap op niet vijandelijk grondgebied, naar vijandelijk grondgebied hebben doorgegeven of hebben getracht door te geven.

Artikel 13.-

Met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van 500 tot 5.000 frank of met een van die straffen alleen, wordt gestraft alwie willens en wetens van de hoedanigheid van lasthebber, beheerder of commissaris-zaakvoerder van een vennootschap gebruik heeft gemaakt niettegenstaande de in artikel 10 bedoelde attestatie werd geweigerd of ingetrokken, de beslissing waarbij hij werd benoemd werd herroepen of de hem verleende bevoegdheid is vervallen.

.../...

Artikel 14.-

Al de bepalingen van boek I van het Wetboek van Strafrecht, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de misdrijven in deze wet omschreven.

Artikel 15.-

Voor de toepassing van deze wet :

1° begint de oorlogstijd hetzij de dag van de mobilisatie van het leger, of deze al dan niet de gehele of gedeeltelijke wederoproeping van de militairen met onbepaald verlof met zich brengt, hetzij van ambtswege wanneer tegen het nationaal grondgebied geweld wordt gebruikt. Hij neemt een einde op de dag, door de Koning vastgesteld voor het terugbrengen van het leger op vredesvoet of, indien de mobilisatie niet is kunnen afgekondigd worden, op de dag van de algehele bevrijding van het grondgebied, welke dag door de Koning wordt vastgesteld;

2° omvat het vijandelijk grondgebied het grondgebied van het moederland van de met België in oorlog zijnde staten evenals de niet zelfstandige, aan hun gezag onderworpen gebieden, behalve die welke door België of zijn geallieerden zijn bezet. Met vijandelijk grondgebied zijn gelijkgesteld de door de vijand bezette Belgische of vreemde gebieden. De Koning kan eveneens met vijandelijk grondgebied gelijkstellen ieder gebied waarvan de vijand ingevolge geografische, economische of politieke omstandigheden de buitenlandse betrekkingen controleert.

La chambre était composée		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	L. FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation,	
	G. DOR,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Justice.
van Justitie.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State

R. DECKMYN.